

Renforcer l'expertise scientifique pour la gestion des risques environnementaux et de leurs impacts sanitaires

L'incendie de l'usine Lubrizol a mis en avant l'importance de pouvoir s'appuyer sur une expertise de haut niveau sur les risques chimiques pour l'Homme et l'environnement afin de répondre aux préoccupations légitimes de la population. La difficulté de communiquer en situation d'incertitude favorise par ailleurs l'apparition de polémiques, et engendre une perte de confiance envers les décideurs, les agences et les scientifiques. Les controverses sur le glyphosate, les perturbateurs endocriniens, les nanoparticules, les microplastiques dans l'environnement et l'alimentation, etc. se suivent à un rythme accéléré et appellent des réponses scientifiques robustes, transparentes et donc crédibles pour combler les insuffisances des connaissances et pour apporter des réponses fiables aux rumeurs ou fausses nouvelles diffusées dans des réseaux sociaux et des médias.

Pour disposer d'une expertise crédible pour toutes les parties prenantes, un soutien institutionnel aux équipes de recherche, aux agences publiques d'évaluation des risques et instituts d'expertise est fondamental et se doit d'être à la hauteur de ces enjeux majeurs. Malheureusement, c'est exactement l'inverse qui se produit depuis plusieurs années et qui, apparemment, pourrait s'accroître en 2020. L'éventuelle réduction de la part du budget 2020 du ministère de l'écologie et de celui de l'agriculture - ou d'autres ministères techniques - destinée au soutien aux activités scientifiques d'expertise et de recherche publiques en appui aux politiques publiques, ainsi que l'éventuelle réduction du budget 2020 du ministère de la recherche pour le financement des organismes publics de recherche, récurrent ou par projets concurrentiels, n'est qu'un maillon de plus dans une chaîne de mesures de réduction progressive mais systématique des moyens publics. Pourtant ce sont ces chercheurs et les experts de ces organismes qui sont en première ligne dans l'évaluation et la gestion des risques liés à l'environnement.

Si les pouvoirs publics souhaitent que la prévention de ces risques soit à la hauteur des devoirs d'un grand pays industriel vis-à-vis de ses citoyens pour respecter leur droit à un environnement de vie sain et pour réduire les inégalités de santé, une politique ambitieuse de développement de la recherche scientifique et de l'expertise est indispensable. Ceci doit commencer par l'annulation des pertes d'emplois et des diminutions de crédits sur le budget 2020. Cela contribuerait aussi au rétablissement de la confiance du public dans l'évaluation qui lui est présentée de l'impact des activités industrielles sur l'environnement et la santé.

Le comité de rédaction de la revue ERS

Contact : Pr Francelyne Marano - francelyne.marano@paris7.jussieu.fr